



Communiqué de presse du 30 avril 2012 – Michèle RIVASI

Efficacité énergétique en Europe : le gouvernement français tient un double discours

L'efficacité énergétique fait l'objet de discussions âpres à l'échelon européen. La France y prend une place "particulière" en étant le principal Etat membre qui cherche à saborder les ambitions de la Commission européenne et du Parlement.

La Commission Européenne, soutenue par le Parlement, souhaite rendre contraignant l'objectif d'efficacité énergétique du paquet « climat énergie ».

Pour **Michèle RIVASI**, députée européenne :

« Avec cette directive sur l'efficacité énergétique, tout le monde sera gagnant :

- *Les ménages, qui verront leur facture de chauffage diminuer,*
- *L'Etat français, qui économisera sur les imports d'énergie fossiles (gaz, pétrole...) et qui représente aujourd'hui près de 70 milliards d'euros par an,*
- *L'emploi, qui sera massivement créé dans des secteurs d'activité pour les économies d'énergie (bâtiment-isolation, recyclage...)*
- *La planète, car cette directive nous permettra d'atteindre les objectifs de réduction de 20% de gaz à effet de serre d'ici 2020, en conformité avec nos engagements. »*

Une nouvelle directive prévoit l'adoption d'outils concrets, comme l'obligation de rénover annuellement 3% du des bâtiments publics.

Or, par différents artifices et des arguments fallacieux, la France cherche à vider le texte de sa substance, au point de mettre en danger le processus de discussion.

Pour **Michèle RIVASI** ; *« Nous sommes dans le double discours : le discours « grenelle » au niveau national, qui nous fait croire l'engagement du gouvernement actuel pour l'écologie et les actes au niveau européen, avec l'absence de volonté politique pour des directives aussi importantes que celle sur l'efficacité énergétique ».*

Le second enjeu porte sur le fonds européen FEDER - fonds européen de développement régional - La Commission européenne propose le fléchage de 20% du prochain budget vers l'efficacité énergétique, ce qui est une proposition indispensable pour que l'Union Européenne atteigne ses objectifs. Plusieurs Etats membres, en tête desquels la France, ne veulent pas en entendre parler.

*« Et pourtant, selon **Michèle RIVASI**, les fonds européens sont indispensables à la mise en œuvre de projets ambitieux en faveur de l'économie verte sur les territoires »*

Pour Europe Écologie - les Verts, la position des négociateurs français à Bruxelles sur l'efficacité énergétique est inadmissible. Le gouvernement français devrait impérativement faire adopter par son administration une position conforme aux engagements souscrits par la France lors du Grenelle et de l'adoption du paquet Climat-Energie.

EELV se désespère que sur un tel sujet d'intérêt général, le tandem Fillon-Sarkozy saborde le navire avant de le quitter.